

**Attractivité - Innovation - Réponse  
de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire  
d'Etat chargé du numérique, à une  
question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 20 février 2018)**

(Question sur la French Tech)

Vous avez raison, Monsieur le Député : french tech est un succès.

French tech, c'est le nom de famille des 10.000 start-up françaises réparties sur tout le territoire. C'est l'étendard que portait la première délégation internationale, il y a quelques semaines à Las Vegas, 300 d'entre elles partant ainsi à la conquête du monde pour créer des emplois en France.

French tech, c'est aussi ce nouveau regard des investisseurs français, européens et internationaux, qui s'est traduit par 3 milliards d'euros d'investissements en France, qui ont permis de créer des emplois et de développer l'innovation chez nous.

Au-delà de ces chiffres, french tech c'est un mouvement, et ce mouvement on le doit aux territoires et à l'intelligence des élus locaux, ainsi qu'au collectif des entrepreneurs qui, ensemble, ont su depuis ces territoires rayonner en Europe et dans le monde : treize métropoles, trente-cinq villes réseaux, vingt-deux villes accueillent les entrepreneurs français partout dans le monde.

Vous m'avez demandé vers quels nouveaux horizons nous nous tournions. Le premier sera celui de la diversité et de la mixité. On ne peut pas se satisfaire d'une french tech aussi peu diversifiée socialement pas plus qu'on ne peut se satisfaire que le secteur du numérique compte si peu de femmes en France. Dans quelques semaines, avec Marlène Schiappa et un collectif d'entreprises et d'associations, nous ferons des annonces essentielles sur la place des femmes dans le numérique.

Le deuxième horizon est celui de la simplification, de l'accélération et du passage à l'échelle. Je termine à l'instant un tour des start-up qui a duré quatre mois, et qui m'a permis de rencontrer 200 entrepreneurs de nos territoires ; 2.000 d'entre eux y ont contribué. Une seule ambition pour nous : leur simplifier la vie. Pour que l'on ne puisse plus jamais entendre cette phrase : «parce que c'était trop dur de le faire en France on a dû le faire ailleurs», quel que soit le domaine, de la fine tech à l'agritech.

Cela sera un chapitre de la future loi pour la croissance et la transformation des entreprises, ou loi Pacte, et bien au-delà de cette loi, une manière de penser et d'agir et d'être au service de ces entrepreneurs. Ce sera enfin un regard sur ces innovations de rupture que le président de la République et le Premier ministre ont souvent rappelées à propos de l'intelligence artificielle et des sujets qui vont transformer le numérique de demain. Nous serons prêts et vous serez, avec nous, les acteurs de cette transformation./.

(Source : site internet de l'Assemblée nationale)